



Déclaration de la FNEC FP FO au CDEN du 30 juin 2017

Madame la Vice Présidente du Conseil départementale,
Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

En cette fin d'année extrêmement éprouvante tant par sa durée (douze semaines) que par les conditions météo, nous tenons encore une fois à souligner la dégradation des conditions de travail de nos collègues enseignants. Les situations d'urgence se multiplient dans les écoles, les intrusions et les menaces proférées à l'encontre des équipes pédagogiques sont inacceptables. Quatre ans après la réforme des rythmes scolaires, sensée améliorer les conditions d'apprentissage des écoliers et réduire leur fatigabilité, nous ne constatons aucun bénéfice ni sur le comportement ni sur la réussite de nos élèves. Par contre l'épuisement des enfants et le stress des enseignants se sont considérablement accentués. De nombreux collègues souffrent de ce climat délétère et tombent parfois gravement malades.

Le nouveau décret sur les rythmes scolaires publié le 27 /06, loin de répondre à l'aspiration des PE d'en finir avec les décrets Peillon/Hamon, aggrave la territorialisation de l'école en laissant les communes libres de choisir l'organisation de la semaine et de l'année scolaire. Il ne règle pas les confusions existantes entre le périscolaire et le scolaire, ni les ingérences municipales qui s'accroissent dans le cadre des PEdT.

Ce décret sonne la fin de toute norme nationale. Les 36 semaines de l'année scolaire nationale auraient assez vécu ! À chaque territoire son calendrier scolaire ! Une telle situation fait peser les plus grandes menaces sur notre statut de fonctionnaire d'État. **Pourtant dans de nombreuses écoles du département les enseignants du 1^{er} degré aspirent très largement, à revenir à une organisation unique de la semaine sur 4 jours (lundi, mardi, jeudi, vendredi) sur 36 semaines, commune à toutes les écoles du territoire national.** Comme tout le monde le sait les personnels à tous les niveaux (enseignants, services administratifs et même certains parents) sont fatigués de ces réformes qui se succèdent et désorganisent les services et les écoles. Elles aggravent les conditions de travail de tous, et laissent présager une rentrée scolaire très difficile (organisation de la semaine encore inconnue dans certaines communes, report du placement pour tous les enseignants affectés à

titre provisoire de juin à fin août, comment organisé efficacement les compléments de service dans ces conditions...)

La FNEC FP FO réaffirme avec la majorité des collègues : Nous voulons rester des fonctionnaires d'Etat, l'Education doit rester nationale, les décrets Peillon Hamon, Blanquer augmentent les inégalités en territorialisant l'école. C'est pourquoi nous en demandons l'abrogation.